

Public Servants
Disclosure Protection
Tribunal Canada



Tribunal de la protection
des fonctionnaires
divulgateurs Canada

Tribunal de la protection des fonctionnaires divulgateurs

Rapport financier trimestriel 2011-2012

Pour l'exercice se terminant le 30 septembre 2011 (2e trimestre)

Introduction

Ce rapport trimestriel a été préparé par la direction tel que l'exige l'article 65.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, et selon les modalités prescrites par le Conseil du Trésor. Ce rapport trimestriel devrait être lu de concert avec le Budget principal des dépenses. Il n'a pas fait l'objet d'une vérification externe ou d'un examen.

Une description sommaire des activités de programme du greffe du Tribunal de la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles peut être trouvée dans la [Partie II du budget principal des dépenses](#).

Méthode de présentation du rapport

Ce rapport trimestriel a été préparé par la direction en utilisant une comptabilité axée sur les dépenses. L'état des autorisations joint à ce rapport inclut les autorisations de dépenser du ministère accordées par le Parlement et celles utilisées par le Greffe de manière cohérente avec le Budget principal des dépenses pour l'exercice financier 2011-2012. Ce rapport trimestriel a été préparé en utilisant un référentiel à usage particulier conçu pour répondre aux besoins d'information financière à l'égard de l'utilisation des autorisations de dépenser.

Le gouvernement ne peut dépenser sans l'autorisation préalable du Parlement. Les autorisations sont accordées par l'entremise de lois de crédits sous forme de limites annuelles, ou par l'entremise de lois sous forme de pouvoirs législatifs de dépenser à des fins déterminées.

Lorsque le Parlement est dissout pour la tenue d'une élection générale, l'article 30 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* autorise le gouverneur général, sous certaines conditions, à établir un mandat spécial autorisant le gouvernement à retirer des fonds du Trésor. Un mandat spécial est considéré comme un crédit relatif à l'exercice au cours duquel il a été établi.

Le Greffe utilise la méthode de la comptabilité d'exercice intégrale pour la préparation de ses états financiers annuels. Ces états financiers font partie du processus de rapport sur le rendement ministériel. Toutefois, les pouvoirs de dépenser votés par le Parlement sont encore en fonction de la méthode de comptabilité axée sur les dépenses.

Faits saillants des résultats financiers trimestriels et cumulatifs

En comparaison avec l'année précédente, les dépenses enregistrées au cours du deuxième trimestre de cet exercice financier (du 1^{er} juillet au 30 septembre 2011) ont augmenté de 150,000 (48.1%). L'augmentation de \$ 111,000 des coûts liés au personnel s'explique principalement par les paiements tenant lieu d'indemnités de départ, par la dotation du poste de Registraire délégué et l'embauche de deux chercheurs juridiques. A la fin du printemps 2011, le Greffe a embauché un expert-conseil pour aider à l'élaboration de rapports financiers ce qui explique l'augmentation de \$28,000 (52%) des dépenses de frais professionnels par rapport au second trimestre de l'année précédente.

Au cours du second trimestre, le Greffe a dépensé approximativement 24 % de ses autorisations et un total cumulatif pour l'exercice 2011-2012 de \$557,000 ou 29% de ses autorisations. Cela s'explique par le fait que les postes du Greffe ne sont pas tous dotés. Cependant, maintenant que le Commissaire par intérim a commencé à renvoyer des plaintes en matière de représailles au Tribunal, le Greffe prévoit une augmentation des dépenses tant sur le plan des salaires que du fonctionnement.

Risques et incertitudes

Le présent rapport financier trimestriel reflète les résultats de l'exercice actuel visé par le Budget principal des dépenses, dont les crédits ont été attribués en entier le 27 juin 2011. Dans le budget de 2010, il a été annoncé que les budgets de fonctionnement des ministères seraient gelés au niveau de 2010-2011 pour les exercices 2011-2012 et 2012-2013.

Le Greffe tire ses fonds des autorisations de dépenser votées par le Parlement et des autorisations d'origine législatives pour les dépenses de programmes. Il s'ensuit que toute modification au financement approuvé par le Parlement entraîne des répercussions sur les opérations du Greffe.

Étant donné que les plaintes en matière de représailles sont soumises au Tribunal par le Commissaire à l'intégrité du secteur public par intérim, le greffe n'a aucun contrôle sur le nombre de dossiers qu'il devra traiter annuellement. En outre, comme le Commissaire par intérim n'a que récemment soumis ses deux premières plaintes au Tribunal, le Greffe n'a pas de point de référence pour estimer les ressources financières nécessaires au traitement d'un dossier. Il est également impossible de prévoir combien d'audiences seront tenues annuellement ni combien d'audiences seront tenues à l'extérieur de la région de la capitale nationale. Ces audiences peuvent occasionner des frais de déplacement et d'hébergement pour les membres du Tribunal et le personnel du Greffe.

Changements importants quant au fonctionnement, au personnel et au programme

Le seul changement important quant au personnel par rapport à l'année précédente est la dotation du poste de registraire délégué en juillet 2011.

Approuvé par :

Lisanne Lacroix

Registraire et administratrice générale

Dirigeant principal des finances

22 novembre 2011

Greffe du Tribunal de la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles

Pour le trimestre terminé le 30 septembre 2011

ÉTAT DES AUTORISATIONS (non vérifié)

(en milliers de dollars)

	Exercice 2011-2012			Exercice 2010-2011		
	Crédits totaux disponibles pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012	Crédits utilisés pour le trimestre terminé le 30 septembre 2011	Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre	Crédits totaux disponibles pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011	Crédits utilisés pour le trimestre terminé le 30 septembre 2010	Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre
Crédit 120 - Dépenses nettes de fonctionnement	1 726	397	460	1 726	281	382
Autorisations législatives budgétaires	194	65	97	184	31	77
Autorisations budgétaires totales	1 920	462	557	1 910	312	459
AUTORISATIONS TOTALES	1 920	462	557	1 910	312	459

Greffe du Tribunal de la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles

Pour le trimestre terminé le 30 septembre 2011

Dépenses ministérielles budgétaires par article courant (non vérifié)

(en milliers de dollars)

	Exercice 2011-2012			Exercice 2010-2011		
	Dépenses prévues pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012	Dépensées durant le trimestre terminé le 30 septembre 2011	Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre	Dépenses prévues pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011	Dépensées durant le trimestre terminé le 30 septembre 2010	Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre
Dépenses:						
Personnel	1 274	271	405	1 264	160	347
Transports et communications	56	4	7	30	3	7
Information	10	7	7	6	-	-
Services professionnels et spéciaux	521	82	96	489	54	79
Location	20	2	3	36	2	5
Services de réparation et d'entretien	1	-	-	-	-	-
Services publics, fournitures et approvisionnements	38	5	9	47	3	4
Acquisition de matériel et d'outillage	-	14	16	38	1	1
Autres subventions et paiements	-	77	14	-	89	16
DÉPENSES BUDGÉTAIRES TOTALES	1 920	462	557	1 910	312	459